

L'économie solidaire en Amérique latine

La trajectoire de l'économie solidaire au Brésil est assez représentative de l'ensemble de l'Amérique latine. Portées au départ par les milieux populaires, ces initiatives très diverses visent la démocratie économique en s'appuyant sur des pratiques autogestionnaires. Elles se sont fédérées en 2003 en un Forum brésilien d'économie solidaire, soutenu par des ONG. Celui-ci a obtenu la création d'un Secrétariat national d'économie solidaire qui a inscrit l'économie solidaire en tant qu'instrument d'insertion et de lutte contre la pauvreté. Le défi sera de pérenniser cette reconnaissance par les pouvoirs publics dans les institutions politiques brésiliennes.

Andreia Lemaître

Andreia Lemaître est aspirante FNRS au Centre de recherches interdisciplinaires pour la solidarité et l'innovation sociale et à l'Institut d'études du développement de l'université catholique de Louvain.

Les expériences d'économie solidaire en Amérique latine sont très diverses et marquées par de profondes différences régionales. Cependant, notamment par comparaison avec nos pays francophones européens, un certain nombre de spécificités peuvent être dégagées, qui peuvent nous interroger sur nos propres modes d'organisation et de régulation. Nous les présentons très brièvement, en nous référant principalement au cas du Brésil.

DES PRATIQUES POPULAIRES

Pour comprendre l'économie solidaire en Amérique latine, il faut tout d'abord

se référer à son contexte d'émergence. Comme dans de nombreux pays du Sud, l'économie solidaire prend ses racines dans l'histoire ancienne des pratiques économiques développées par les milieux populaires, composant une large parcelle de la population exclue des systèmes conventionnels d'emploi et de protection sociale.

Dans ce cadre, les initiatives d'économie solidaire sont souvent entreprises par des groupes issus de ces milieux qui tentent, à travers une activité de production de biens et services, de produire des revenus et d'améliorer leurs conditions de vie.

Principalement sous le statut juridique d'association, de coopérative ou en tant que groupe informel, elles sont souvent développées dans une perspective d'auto-insertion. C'est autour d'une quête de démocratie économique, à travers des pratiques d'autogestion, que ces initiatives se reconnaissent en tant qu'économie solidaire. Elles tentent de construire des espaces d'émancipation et de citoyenneté, face à l'exclusion économique, sociale et politique de leurs membres. Elles entretiennent souvent des liens étroits avec la communauté dans laquelle elles sont insérées, développant des solidarités avec d'autres membres du territoire d'appartenance. Dans certains cas, elles s'articulent afin de tenter de répondre de manière intégrée aux besoins sociaux de ce territoire, s'inscrivant dans une perspective de développement local.

Certaines sont actives dans le domaine de l'environnement, telles que les coopératives de « catadores » qui trient et récupèrent les déchets. Il faut mentionner également que les initiatives d'économie solidaire en Amérique latine se sont fortement diversifiées ces vingt dernières années. Se sont particulièrement développées les expériences de récupération d'entreprises en faillite par les travailleurs s'organisant en autogestion, celles ayant trait aux finances solidaires (microcrédit, fonds rotatifs et banques communautaires) et les systèmes d'échanges locaux avec ou sans adoption d'une monnaie sociale.

RENFORCER LE SECTEUR

Certaines initiatives d'économie solidaire sont fortement structurées et dotées d'un capital important, parvenant à produire des revenus conséquents et à être compétitives sur les marchés. Mais la plupart sont des collectifs de petite taille qui, reflétant les conditions de vie des groupes sociaux à la base de ces initiatives, sont dotés de peu de capital, voire n'ont à disposition que la force de travail de leurs membres. Ils produisent de faibles niveaux de revenus et rencontrent d'importantes difficultés à assurer leur survie et leur développement. L'un des défis quant à l'économie solidaire en Amérique latine est sans aucun doute le renforcement de sa dimension économique, afin qu'elle puisse s'inscrire en tant que véritable sujet économique, tout en préservant ses racines solidaires et les valeurs animant ses projets. Il s'agit de mettre en place les conditions de développement d'organisations stables, sources de travail et de revenus suffisants pour permettre aux membres d'accéder à des conditions de vie dignes.

Pour cela, entre autres choses, les initiatives comptent sur une articulation avec d'autres organisations du tiers secteur, sur un soutien important de structures d'appui au développement de l'économie solidaire. Ces organisations non gouvernementales, syndicats, églises, universités, etc. appuient le secteur à travers deux registres d'action. D'une part, ils prestent, avec des visions et méthodologies variées, des services de formation, d'appui technique et d'accompagnement des expériences d'économie solidaire. D'autre part, ils

organisent politiquement les expériences et relayent leurs spécificités.

Pour renforcer le secteur, il s'agit également de développer des politiques publiques à destination du champ. Les acteurs revendiquent, par exemple, des processus adaptés d'accès au crédit, au capital et à la formation. En effet, les expériences d'économie solidaire en Amérique latine, lorsqu'elles sont comparées à celles de nos pays européens, demeurent faiblement institutionnalisées, comptant peu sur l'appui des politiques publiques.

Ce constat est toutefois fortement en évolution ces dernières années, à la suite notamment du développement significatif de la mise en réseau des initiatives d'économie solidaire, aux niveaux régional, national, latino-américain et international. Ces espaces d'articulation — entre expériences d'économie solidaire, structures d'appui au développement de l'économie solidaire et parfois membres des pouvoirs publics — tentent de faire reconnaître sur la scène publique l'économie solidaire en tant que véritable acteur socioéconomique, porteur de bénéfices pour la société et d'alternatives face aux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par un capitalisme peu régulé. Dans certains cas, cela a mené à la reconnaissance par les pouvoirs publics de l'économie solidaire en tant que champ d'action légitime et digne de l'intérêt de l'action publique étatique et, de la sorte, à l'émergence de politiques publiques spécifiques, de différents niveaux de pouvoir.

LE BRÉSIL

Les espaces d'articulation se sont développés également dans le giron des successifs forums sociaux mondiaux, au sein de la critique altermondialiste. Ainsi, au Brésil par exemple, c'est à la suite des rencontres de Porto Alegre que les acteurs sociaux liés à l'économie solidaire se sont constitués en tant que mouvement social, développant une identité propre, des valeurs communes, défendant l'économie solidaire en tant que projet de société et modèle de développement alternatif au capitalisme. L'identité d'économie solidaire, provenant d'une dimension de démocratie économique directe au sein des initiatives, s'est cristallisée à la suite de mises en réseau et de sa constitution en tant que mouvement social. Impulsé par un groupe de structures d'appui au développement de l'économie solidaire, le mouvement s'est élargi à d'autres protagonistes, en particulier les propres expériences d'économie solidaire, pour constituer, en 2003, le Forum brésilien d'économie solidaire, aux ramifications à chaque niveau politico-administratif de la Fédération.

RECONNAISSANCE PUBLIQUE

Composé d'expériences d'économie solidaire, de structures d'appui et de représentants de pouvoirs publics, ce forum vise, entre autres choses, à structurer le mouvement et porter ses revendications politiques. Proche du Parti des travailleurs émergeant concomitamment sur la scène gouvernementale nationale, le mouvement obtint par exemple la création en 2003 du Secrétariat national

d'économie solidaire (Senaes) au sein du ministère du Travail et de l'Emploi, en charge de développer des politiques de soutien à l'économie solidaire. Le Forum brésilien d'économie solidaire est l'interlocuteur privilégié du Senaes, dans la mesure où il est considéré comme représentant le mouvement d'économie solidaire au Brésil, regroupant la plupart de ses acteurs et agréant ses principales formes d'expression. Le Senaes a inscrit l'économie solidaire en tant qu'instrument d'insertion et de lutte contre la pauvreté et a mené la plupart de ses actions en partenariat avec le Forum brésilien d'économie solidaire, selon une relation de concertation.

Si le Senaes est appréhendé comme une conquête du mouvement social, respectant de manière générale ses spécificités, le défi pour bien des acteurs du secteur est, d'une part, d'amplifier les politiques publiques à destination de l'économie solidaire et, d'autre part, de garantir que celles-ci perdurent au-delà des mandats électoraux et des différentes configurations politiques au pouvoir. Cette question de la continuité des politiques publiques à destination de l'économie solidaire se pose également à d'autres niveaux de pouvoir de la Fédération (États fédérés et municipalités). Il s'agit de dépasser le plan des politiques gouvernementales pour inscrire l'économie solidaire de manière structurelle au sein du cadre politico-institutionnel brésilien. ■